**Zeitschrift:** Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse

**Herausgeber:** Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

**Band:** 58 (1964)

**Buchbesprechung:** Rezensionen = Comptes rendus

**Autor:** [s.n.]

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 16.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# REZENSIONEN - COMPTES RENDUS

**Grégoire XI (1370-1378) : Lettres secrètes et curiales intéressant les pays autres que la France** (publiées ou analysées par **G. Mollat**), fasc. 2, Paris 1963. – **Urbain V (1362-1370) : Lettres communes** (analysées par les membres de l'école française de Rome sous la direction de **P. Gasnault**), tome II, fasc. 1, de Boccard, Paris 1963 et 1964, 2 fasc. in folio.

La publication des lettres secrètes et curiales de Grégoire XI adressées à d'autres pays que la France, couvre, avec le 2e fascicule, les années 1374 et 1375 (4e et 5e années), c'est-à-dire les deux dernières années passées intégralement par le pape en Avignon. Les lettres concernent des visites canoniques, des tractations politiques ou matrimoniales, des affaires militaires et économiques. On ne s'étonnera pas que la majorité d'entre elles soient adressées en Italie et qu'en 1375 certaines préparent le retour à Rome, telle cette lettre du 8 janvier (N° 3083), qui remercie André Contarini et la commune de Venise, du don de cinq galères que le pape voulait avoir pour son voyage en Italie au mois de septembre prochain. Le départ, cependant, n'aura lieu que l'année suivante.

Les lettres communes de la première année d'Urbain V, analysées dans le présent fascicule, sont réparties en deux catégories : I. Concession à certains bénéficiers du droit de percevoir leurs revenus nonobstant leur absence. II. Indults, privilèges et dispenses. Si les privilèges accordés dans la seconde catégorie sont d'une extrême variété, les concessions de la première s'adressent soit à l'ensemble des maîtres et étudiants présents aux universités (ici Toulouse, Orléans, Angers et Padoue), soit à des clercs isolés au service du-Saint Siège, des évêques ou des princes. M.-H. VICAIRE OP

**Grégoire XI (1371-1378) : Lettres,** éd. **C. Tihon,** t. III (Nos 2977-4070). **Analecta Vaticano-Belgica,** t. XXV. Bruxelles-Rome, Institut belge de Rome, 1958. In-8°, 549 p.

C'est en 1958 que Camille Tihon commençait la publication in-extenso ou en analyses, selon la nature du contenu, des lettres de Grégoire XI relatives aux anciens diocèses de Cambrai, Liège, Thérouane et Tournai. Les documents édités appartiennent à toutes les catégories de lettres, si bien que l'un ou l'autre se trouve aussi publié par la collection générale de l'Ecole française de Rome (*Lettres secrètes et curiales* relatives à d'autres pays que la France). Ce double emploi qui existe aussi avec les *Vatikanische Urkunden*

de Sauerland, à propos de quelques personnages qui intéressent simultanément la Lorraine et l'un des quatre diocèses belges, n'a pas grande extension et n'est qu'un avantage. Avec ce tome, la publication arrive heureusement à son terme. Il reste à publier, en même temps que les index et les indications de sources, les listes d'ouvrages cités et surtout l'*Introduction* qui, de la plume de Camille Tihon, ne manquera pas d'être pleine d'intérêt.

On a publié dans ce dernier tome quelques compléments : des bulles découvertes depuis la publication des deux premiers tomes, soit hors de Rome, soit aux Archives vaticanes, dans des documents retrouvés. Le plus intéressant est fourni par la collection des lettres secrètes de Grégoire XI, d'un type original et qui préfigure les brefs, conservés par le secrétaire Nicolas le Diseur. Ce complément est d'autant mieux venu, qu'il est de la dernière année du pape. Or, il n'y a plus de registre aux lettres secrètes et curiales, à partir de la sixième année de ce pontife, c'est-à-dire à partir de son retour à Rome. M.-H. VICAIRE OP

**Bibliothèque de l'Institut historique belge de Rome,** fasc. XII : **La fin de la première période du Jansénisme. Sources des années 1654-1660,** par **L. Ceyssens** et **A. Legrand.** T. I : 1654-1656. Bruxelles-Rome, 1963. In-8°, LXXXVI-546 p. Fr. B. 320.

Le *P. L. Ceyssens*, avec la collaboration du chanoine *A. Legrand*, poursuit ses publications sur l'histoire du jansénisme et de l'anti-jansénisme. Signalons, à cette occasion, qu'on peut trouver la liste et l'analyse de ces travaux, difficiles à inventorier à cause de leur richesse et de la variété des collections ou revues qui les ont accueillis, dans un article de *H. Willems*, *Augutiniana* t. 13 (1963), p. 7-54. Après le dossier relatif à la première bulle contre Jansénius (années 1644-53), voici le dossier relatif à la fin de la première période du jansénisme aux Pays-Bas. La lutte dogmatique confuse du molinisme contre l'augustinisme, qu'avait provoquée l'attaque contre Jansénius, s'est pour un temps conclue le 31 mai 1653 par la publication de la deuxième bulle *Cum occasione*. C'est le début de la période triomphante de l'anti-jansénisme, qui dure jusqu'en 1660. Alors commencera le reflux, une réhabilitation relative de l'augustinisme. La querelle se transportera dans le domaine moral, laxisme contre rigorisme.

Le passage du règne d'Innocent X à celui d'Alexandre VII ne marque pas de changement fondamental. Les mêmes personnages continuent de mener le jeu dans un climat pénible d'ambitions et de ressentiments personnels. On retrouve Albizzi qui, quittant ses fonctions d'assesseur, n'abandonne pas le Saint-Office et reste le principal responsable de l'anti-jansénisme, avec ses correspondants à la nonciature de Bruxelles. Les actes qui scandent l'affaire sont les décrets du Saint-Office du 24 avril 1954 et 6 septembre 1957, prohibant des livres jansénistes, dont les *Provinciales*, et la bulle *Ad sacram* du 16 octobre 1956, confirmant la condamnation des Cinq propositions. Mais la promulgation de ces documents ne rend pas compte de la multitude et de la variété des actions qui les environnent, ni du nombre des personnalités atteintes. Les religieux sont particulièrement vulnérables, le Saint-Office ayant

découvert le moyen de les frapper sans bruit, ni justifications à fournir, par l'intermédiaire de leurs supérieurs généraux. Des personnages aussi contestables que Du Bois et Caramuel multiplient les délations. Ce ne sont pas les seuls défenseurs de Jansénius qui se sentent en danger, mais les augustiniens, les thomistes, voire les simples partisans de la réforme régulière, jusque sur le trône épiscopal. Le général des Prêcheurs, de Marinis, en dépit de ses 22 années d'activité comme secrétaire de la Congrégation de l'Index, vit dans une alarme continuelle. Il est lui-même menacé. L'arrestation par le Saint-Office du P. Nolanus OP, ferme théologien irlandais qu'on avait fait venir à Rome à la demande du pape pour l'examen des Cinq propositions, a de quoi terroriser l'ordre. Après la condamnation de 53, il avait écrit à ses confrères de Bruxelles, afin de les rassurer, que l'intention du pape, selon sa propre déclaration, n'était pas de frapper le thomisme, non plus que l'augustinisme. Le billet, porté à l'internonce par un dénonciateur (il s'en trouva parmi ses confrères) parvint à Albizzi, qui fit jeter Nolanus dans un cachot du Saint-Office où il mourut deux ans plus tard.

M.-H. VICAIRE, OP

**Festschrift Oskar Vasella.** Zum 60. Geburtstag am 15. Mai 1964 überreicht von Schülern und Freunden, Universitätsverlag Freiburg (Schweiz) 1964, XXIV-649.

Der vorliegende Band, der dem Ordinarius für Schweizergeschichte an der Universität Fribourg zu seinem 60. Geburtstag überreicht worden ist, enthält eine derart reiche Fülle von Beiträgen, daß die folgenden Ausführungen nur als Hinweise verstanden werden wollen. Die Themen der 31 Abhandlungen reichen von der Spätantike bis zum 20. Jh. und beschäftigen sich durchwegs mit Fragen, welche die Forschung weiterführen. – Zeitlich rahmen die Arbeiten von OTHMAR PERLER und FERDINAND ELSENER die Festschrift ein. Der erste überprüft die *Stelle der Eustata von Kaiser-Augst* und kommt auf Grund der Analyse sowohl des Formulars der Inschrift als auch der sogen. Anker-Darstellung im Giebel, die einerseits als die symbolische Wiedergabe des Namens (Εὐσταθία = 'Stehfest'), andererseits vielleicht auch als strahlende Sonne interpretiert werden kann, zum Schluß, daß es sich jedenfalls um *kein* christliches Denkmal handelt. – Der zweite weist in seinem Beitrag *Die Schweiz in der deutschen Rechtsgeschichte, Aus Briefen von Ulrich Stutz (1868-1938) an Eugen Huber und Gerold Meyer von Knonau* auf ein Kapitel der schweizerischen Gelehrtengeschichte hin, das sehr schön die Verbundenheit des berühmten Berliner Rechtshistorikers mit seiner Zürcher Heimat in Erscheinung treten läßt.

Die mittelalterliche Geschichte ist mit einer Reihe hervorragender Arbeiten vertreten. HEINRICH BÜTTNERS *Studien zur Geschichte von Moutier-Grandval und St. Ursanne* vom 7.-12. Jh. setzen sich kritisch mit den Quellen und bisherigen Forschungsresultaten auseinander und gewinnen dabei ein zusammenhängenderes Bild von der Frühgeschichte dieser beiden Juraklöster als man es bis jetzt kannte. – Von besonderer Bedeutung erscheint mir der Aufsatz von PAUL STAERKLE, *Der fürstlich-st. gallische Hofstaat bis*

*zur Glaubensspaltung*, weil darin zum ersten Mal versucht wird, die Gesamtheit der zur Verwaltung und Regierung des klösterlichen Besitzes eingesetzten Personen während des ganzen MAs zu erfassen, und weil damit ein Musterbeispiel für die Entstehung der st. gallischen Ministerialität aus Bezirksvögten (advocati) zu Meiern (villici) und insofern für den Umbildungsprozeß von der Grund- zur Gerichtsherrschaft und Landeshoheit gegeben wird; diese Ministerialität bekommt seit der Erhebung des Abtes zum Reichsfürsten (1207) besonderes Gewicht. Aber auch auf die untergeordnete Verwaltung, wie z. B. auf die Kanzlei des Abtes, fällt Licht. – GEORG BONER zeigt in seiner Untersuchung *Die Anfänge der Zisterzienserinnen in der Schweiz*, daß Kleinlützel von der Liste der Zisterzienserinnenklöster gestrichen werden muß, daß hingegen das seit 1234 urkundlich bezeugte Kloster Gottesgarten zu Olsberg die erste mit Sicherheit belegbare Zisterzienserinnen-Niederlassung der Schweiz ist. EUGEN GRUBER geht den *Beginen und Eremiten der Innerschweiz* nach, REINHARD FRAUENFELDER ediert und bespricht fünf *Spätmittelalterliche Ordnungen für das Benediktinerinnenkloster St. Agnes in Schaffhausen* (1362-1527), und WOLFGANG MÜLLER gibt wertvolle Beiträge *Zur Geschichte der Kaplaneien im schweizerischen Anteil des Bistums Konstanz*. – FELIX MAISSEN stellt eine sehr nützliche Liste der *Bündner Studenten in Wien* von 1386-1774 aus z. T. bisher ungedruckten Matrikelbüchern zusammen und beleuchtet damit wichtige bildungsgeschichtliche Fragen, die im Zusammenhang mit der Reformation stehen. – Außerordentlich wertvoll ist der Beitrag BRUNO MEYERS *Ein vergessener Bundesbrief*, der sich mit dem in der Literatur kaum erwähnten ewigen Bund der beiden Städte Zürich und Bern vom 22. Jan. 1423 befaßt, und der als erster vollwertiger Vertrag zwischen den beiden Städten zu gelten hat; Meyer stellt die minutiöse Analyse dieses Bundesbriefes immer wieder in den größeren allgemeingeschichtlichen Zusammenhang, sodaß sich ein bis jetzt kaum bekanntes Bild der bernischen Bündnispolitik ergibt. Die künftige Forschung wird diese Studie nicht unbeachtet lassen können. – HEINRICH SCHMIDINGER greift vier *Begegnungen Thomas Ebendorfers auf dem Konzil von Basel* heraus, diejenige mit Nikolaus von Kues, Gregor Heimburg, Enea Silvio Piccolomini und Nikolaus Ragvaldi, und zeigt ihre gegenseitige Befruchtung. – *Der liturgische Kalender des Pleifer Anniversars (1444)* ist Gegenstand der Untersuchung von GERARD G. MEERSSEMAN, wobei nicht nur die spätmittelalterliche Fassung des Churer Diözesankalenders bekannt, sondern auch die kirchenrechtliche Entwicklung der Talschaft Lugnez, deren kirchliches Zentrum von jeher Pleif war, beleuchtet wird, – LEO NEUHAUS macht in seiner Arbeit auf Johannes Murers kurzen Abriß der Geschichte Berns als Auszug und Übersetzung der berndeutschen Stadtchronik aufmerksam.

Mit Themen aus dem konfessionellen Zeitalter befassen sich die Beiträge von JEANNE NIQUILLE, *Le comte Jean II de Gruyère et les conquêtes bernoises de 1536*, LEONHARD HAAS, *Sancho de Londono und seine Denkschrift von 1565 über die III Bünde*, HENRI MEYLAN, *Problèmes de discipline ecclésiastique au XVI^e siècle*, ERNST WALTER ZEEDEN, *Die kurpfälzische reformierte Zuchtordnung von 1570*, RAINALD FISCHER, *Die Anfänge der Kapuziner-*

*mission im Wallis*, ALFRED SCHMID, *Bruder Klaus in der bildhaften Polemik des 16. und 17. Jahrhunderts* mit 5 Tafeln und WILLY KELLER, *Rat und Geistlichkeit in Schwyz im 16. Jahrhundert.*

PAUL M. KRIEG handelt über die Erwerbung der kleinen Kirche San Pellegrino in Rom durch die Schweizergarde und den Ausbau eines schweizerischen Friedhofs, ANDRE CHÈVRE über *Conflits entre les princes-évêques de Bâle et l'abbaye de Lucelle*, die 1681 ausgebrochen sind, während LEOPOLD BORTER aus Quellen im Kantonsarchiv Sitten einen *Straßenstreit am Lötschberg um die Wende* zum 18. Jahrhundert bespricht.

Zwei Beiträge beleuchten die benediktinische Geistesgeschichte des 18. Jhs: GALL HEER untersucht P. *Bernhard Pez von Melk OSB (1683-1735) in seinen Beziehungen zu den Schweizer Klöstern*, wobei sich ergibt, daß St.Gallen mit P. Moritz Müller, Disentis mit Abt Adalbert de Funs und Mehrerau mit P. Apronian Hueber wichtige Vermittler zwischen Melk und den französischen Maurinern waren. GOTTEFRIED BOESCH zeigt in seinem Aufsatz *Verbrüderungsbuch und Nekrologium der Reichenau* die Überlieferungsgeschichte der beiden jetzt in Zürich liegenden Hss Rh. hist. 27 und Rh. hist. 28 von der Reichenau in die Rheinau auf, wobei vor allem auf ihre Benützung durch Abt Martin Gerbert von St. Blasien und P. Mauriz van der Meer aufmerksam gemacht wird. – Weitere Kapitel benediktinischer Geschichte stammen aus der Feder des glänzenden Klosterhistorikers ISO MÜLLER, der *Die Restauration der Abtei Disentis 1799-1804* beschreibt, und von RUPERT AMSCHWAND, der an Hand von vier Briefen die Begegnung von *P. Adalbert Regli und Heinrich Zschokke* anläßlich der Inventarisierung des Klostervermögens von Muri darstellt. – Noch in die vorrevolutionäre Zeit fällt das Thema der Abhandlung HANS WICKIS, der über den bedeutenden Luzerner Pfarrer *Bernhard Ludwig Göldlin 1723-1785* schreibt. JOHANN B. VILLIGER gibt eine Vorstudie zum bald erscheinenden *Briefwechsel zwischen Ignaz Heinrich von Wessenberg und Kommissar Thaddäus Müller von Luzern* und EMIL MÜLLER-BÜCHI erforscht in seiner tiefgreifenden Studie *Ultramontaner und liberal-konservativer Geist in der Sonderbundszeit* die Münchener Studienzeit (1844-46) des heute zu Unrecht fast völlig vergessenen späteren Publizisten Josef Gmür, der ein besonderes «Eigengewicht innerhalb das an geistig bedeutenden Persönlichkeiten nicht sonderlich reichen politischen Katholizismus der Schweiz nach 1848» gehabt hat.

Die thematische Fülle der Beiträge, die in besonderer Weise sehr oft durch den Druck von unediertem Quellenmaterial gewichtig sind, spiegelt recht deutlich die geistige Fülle des Jubilars wieder, wie sie sich in den eindrücklichen Listen sowohl seiner eigenen Veröffentlichungen als auch der von ihm geleiteten Dissertationen zeigt. Der Band wird eröffnet durch ein in jeder Hinsicht vornehmes Geleitwort des Abtes von Einsiedeln, Raimund Tschudy, und durch einen herzlichen Geburtstagsgruß des Präsidenten der Vereinigung katholischer Historiker in der Schweiz, P. Rainald Fischer. – Und nicht zuletzt wird jedem Freund und Bekannten Vasellas die ausgezeichnete Photo des Jubilaren Freude bereiten.

PASCAL LADNER

**Laeto Maria Veit: Pensiero e vita religiosa di Enea Silvio Piccolomini prima della sua consacrazione episcopale.** Analecta Gregoriana vol. 139, series facultatis historiae ecclesiasticae, sectio B. n. 23, Roma 1964.

Auf das Jahr, in dem sich der Todestag des Papstes Pius' II. zum fünfhundertsten Male wiederholt, ist in Rom eine Schrift herausgekommen, welche einen neuen Versuch unternimmt, den vielumstrittenen Charakter dieses glanzvollen Repräsentanten des Humanismus und der Renaissance zu bestimmen: «di rivelare la vera natura della personalità e dell' anima religiosa attraverso un esame oggettivo dei fatti». Im Vorwort des Verfassers kann man nachlesen, wie viele Gelehrte sich um dieses Problem schon bemüht haben, denn es wird hier eine kurze und kluge Würdigung der früheren Arbeiten geboten [1]. Allen diesen Studien gegenüber besteht der Vorzug der neuen Abhandlung in der Verbindung von größerer Sachlichkeit bei der Schilderung der Fakten mit behutsamerer Vorsicht bei der nachfolgenden Interpretation. Gegenstand der Untersuchung ist – wie der Titel andeutet – nur die Jugendzeit des Piccolomini bis zur Bischofsweihe; doch rechtfertigt sich die Beschränkung durch den Umstand, daß in eben diese Zeit die wichtigsten religiösen und moralischen Entscheide fielen, die dem späteren Leben ihre Prägung gaben. Die übersichtlich gegliederte Schrift ist einerseits nach chronologischen, anderseits nach sachlichen Gesichtspunkten eingeteilt, untersucht die einzelnen Lebensphasen gesondert und geht auch auf Charakter, Glaubenshaltung, politische Einstellung, humanistische Bildung und Moralität in speziellen Abschnitten ein. Ausgiebig ist die Milieuschilderung, die den jungen Mann als Kind seiner Zeit und seines Gesellschaftskreises zeigen soll. Seine Taten werden durch seine Schriften beleuchtet und umgekehrt. Richtig wird als Hauptproblem das der Aufrichtigkeit und Wahrhaftigkeit herausgestrichen und mit besonderer Sorgfalt behandelt. Dagegen könnte man vielleicht wünschen, daß die kirchenpolitische Lage zu Beginn des 15. Jahrhunderts etwas deutlicher gemacht und die einzelnen Schritte Eneas in seiner politischen Wandlung noch etwas genauer verfolgt worden wären. Aber das Endergebnis hätte auch dann kaum anders ausfallen können: es ehrt den Piccolomini ohne ihn zu verklären. Feinfühligkeit und Religiosität, dank welcher die christliche Erziehung ihre Früchte zeitigen kann, schlichter Glaube neben moralischen Schwächen, Einsicht, aber auch Befangenheit in Leidenschaften, deren er erst nach langen Jahren Herr werden konnte, humanistische Vorliebe für die heidnische Klassik und bejahtes Wissen um den Vorzug der christlichen Weisheit: all dies kennzeichnet die Jugend des rührigen, gescheiten Italieners. Eine gute harmonische Ordnung der Regungen, Wünsche und Ziele konnte erst in reiferem Alter gefunden werden: «Quando venne meno l'ardore giovanile sottentrò l'azione più efficace del sentimento religioso che operò in lui una trasformazione religioso-morale indice della fede sempre conservata».

BERTHE WIDMER

[1] Anm. der Redaktion: Wir verweisen auch hier auf das Buch der Rezensentin: Enea Silvio Piccolomini in der sittlichen und politischen Entscheidung. Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Bd. 88, Basel-Stuttgart 1963.

**Theodor Kurrus: Die Jesuiten an der Universität Freiburg im Breisgau 1620-1773, 1. Band,** 265 S., Verlag Eberhard Albert Universitätsbuchhandlung Freiburg im Breisgau 1963 (Beiträge zur Freiburger Wissenschafts- und Universitätsgeschichte, 21. Heft).

«Der Weg bis zur endlich erfolgten Einführung der Jesuiten in Freiburg war weit, ein vielfach verschlungener Pfad». Es ist deshalb nicht verwunderlich, daß K. seine Untersuchungen, die er 1955 begonnen hatte und in denen er auch das wechselvolle Geschick des Jesuitenkollegs nach dessen Gründung bis zur Auflösung des Ordens im Jahre 1773 zu erforschen sucht, erst 1963 in einem ersten Band zum Teil hat veröffentlichen können. Es ist schon so erstaunlich genug, welch vielschichtiges Material der Autor neben seiner Seelsorgstätigkeit in zwei Pfarreien zusammengetragen hat.

Ein abschließendes wertendes Urteil über das Werk abzugeben, wird dem Rezensenten naturgemäß erst möglich sein, wenn der 2. Band mit dem zweiten und dritten Hauptteil und den Registern vorliegen wird. Er muß sich deshalb vorläufig damit begnügen, einen Abriß davon zu geben, was Pfarrer Kurrus aus seinen Forschungen hier bietet. Er erzählt uns zunächst die «Vorgeschichte der Einführung der Jesuiten in Freiburg» (1550-1620) und schildert dann in einem größeren ersten Hauptteil den «Umfang und die Aufgaben der Freiburger Niederlassung, ihre Bauten und Einrichtungen und die wirtschaftlichen Verhältnisse des Jesuitenkollegs».

Schon in der Mitte des 16. Jahrhunderts hatte sich das Augenmerk der Jesuiten auf Freiburg gerichtet, da diese Stadt, in der Nähe der reformierten Städte Basel und Straßburg und in kaiserlich-habsburgischem Territorium gelegen, ohne selbst Residenz zu sein, besonders geeignet erschien, um von hier aus den Einflüssen der Reformation entgegenzuwirken und nach dem Abschluß des Tridentinums den katholischen Glauben in den österreichischen Vorlanden zu erneuern und zu stärken. Die ersten Bestrebungen keines Geringeren als des hl. Petrus Canisius, der ja die Kollegien von Ingolstadt, Wien, Prag, München, Innsbruck und Dillingen und die süddeutsche Ordensprovinz gegründet hatte, scheiterten in Freiburg am Personalmangel, an Geldschwierigkeiten und am Widerstand der Freiburger Universität. Die Hochschule hätte zwar dringend einer Reform bedurft, fürchtete aber die Konkurrenz der Jesuiten und nützte deshalb konsequent die Schwierigkeiten aus, die sich aus dem fortgesetzten Wechsel des Ordensgenerals und -provinzials und des Landesfürsten wie aus den verschiedenen Interessen des Bischofs von Konstanz, des Ordens und des Landesfürsten ergaben. Erst Erzherzog Leopold V. (1618-1632) – inzwischen waren Jesuitenkollegien in Konstanz, Pruntrut und Ensisheim errichtet worden – förderte als katholischer Dynast zielbewußt und unentwegt die Pläne der Gesellschaft Jesu; schon nach zwei Jahren war es so weit, im November 1620 wurden die Jesuiten feierlich in Freiburg eingeführt. Leopolds Kanzler Lintner hatte für sie offenbar noch mehr durchgesetzt, als der Erzherzog selbst gewollt hatte: Die Jesuiten übernahmen sogleich die gesamte Artistenfakultät und zunächst zwei Theologieprofessuren, später auch die anderen freiwerdenden bis auf zwei, die dem Weltklerus vorbehalten blieben; sie wirkten nach eigenen Statuten und

behielten sich auch im Professoren- und Senatseid ihre Ordensregel vor; sie besaßen eigene Gerichtsbarkeit und erhielten die Burse als Wohnhaus zugeteilt.

An der Universität hatten sich damit die Verhältnisse grundlegend geändert. «Für die Freiburger Professoren hieß es Abschied nehmen von einem Idyll; man war nicht mehr unter sich, sondern hatte einen militanten Orden als Mitbewohner im gleichen Haus. Das Ungemütliche daran war, daß die Anstellung und Abberufung der Patres ohne die geringste Möglichkeit zur Einflußnahme von seiten der Universität aus der Ferne durch den Provinzial erfolgte» (p. 66). Die heikle Aufgabe der kommenden Jahre war es, «zwei heterogene Körperschaften, von denen jede weitgehend autonom war, zu einem Ganzen (unum corpus) miteinander zu verbinden. Die Möglichkeit künftiger Verfassungskonflikte weitgehend zu bannen, war die sog. Introduktion von 1620 wohl geeignet» (p. 67). Es ist erstaunlich, daß gerade dies Dokument bisher kaum beachtet, auch nie veröffentlicht worden ist (cf. Beilage 2, p. 203-210).

Die sog. Fundationsurkunde Leopolds vom 20. Juli 1630 (cf. Beilage 5, p. 214-220) ist im wesentlichen eine Bestätigung dessen, was 1620 festgelegt worden war; sie gibt erschöpfende Auskunft über die Absichten des Erzherzogs, wiederholt den Plan der Errichtung eines Ordensseminars, damit der Nachwuchs gesichert sei, und die Inkorporation der drei Sundgauklöster St. Morand bei Altkirch, St. Ulrich und Oelenberg bei Thann, welche sich in der Folgezeit als die unentbehrliche wirtschaftliche Basis der Jesuitenniederlassung in Freiburg erweisen sollten. Denn der Orden, der hier zuweilen fast ein halbes Hundert seiner Mitglieder stationiert hatte und schon bald über 100 Studenten in seinem Kolleg unterrichtete, übernahm die Kanzelpredigt im Münster fast ausschließlich, dazu die Seelsorge der Kranken, der Gefangenen und des Militärs (in Breisach z. B.) und die Christenlehre, gründete zwei akademische und zwei bürgerliche Kongregationen für die Männer und Jungmänner, erbaute 1683/89 eine eigene Kollegkirche und 1707/27 ein neues Kolleggebäude und ein Gymnasium (cf. die bildliche Wiedergabe nach p. 112), nachdem er zu diesem Zweck sukzessive nicht weniger als 27 mittelalterliche Liegenschaften zusammengekauft hatte. Die Bibliothek, die bei der Übernahme eher bescheidenen Umfangs war, umfaßte 1773 einige tausend Bände, und die Väter unterhielten neben einer eigenen Universitätsblasmusik ein Orchester für die Bedürfnisse des Gottesdienstes in ihrer Kirche wie für ihr Theater, dessen Tätigkeit wohl bald eine gesonderte Monographie verdienen würde.

Dies alles erforderte beträchtliche finanzielle Mittel, und die Jesuiten besaßen keineswegs ein Millionenvermögen, wie dies Phantasten behauptet haben mögen. Es ist deshalb begreiflich, daß der Autor der Untersuchung der wirtschaftlichen Verhältnisse des Kollegs über einen Drittel seiner Studie einräumt, und das um so mehr, als die Verhältnisse gerade in Freiburg recht kompliziert waren: Das Jesuitenkolleg war einerseits eine selbständige Ordensniederlassung mit Eigenwirtschaft in teils unmittelbarer Verwaltung (Schloßgut Merzhausen südlich der Stadt), teils getrennter Sonderverwaltung (Sundgauklöster); es bildete andrerseits einen gemeinsamen Haushalt von mehr als der Hälfte des Professorenkollegiums der Universität (nebst einem

Internat und mit Einschluß des Gymnasiums) und war schließlich Inhaberin der Philosophischen Fakultät und deren Sondervermögens.

Die Ordensregel ließ zwar nur das Prinzip der Unentgeltlichkeit und Mittel von öffentlicher Hand lediglich für den Lebensunterhalt gelten, damit die Freiheit der Organisation des Unterrichts besser gewahrt und über das Lehrpersonal völlig frei verfügt werden konnte. In Freiburg war es jedoch nicht möglich, diesem Prinzip ganz treu zu bleiben, war doch die Finanzlage, vor allem zu Beginn, da der Dreißigjährige Krieg gerade die benachbarten Lande heimsuchte, trostlos und bezogen die Väter für ihre eigene Person kaum mehr als der Pedell oder der Fechtmeister. Es ist nicht verwunderlich, daß die Berichte von unzähligen Verhandlungen und Interventionen in Freiburg selbst, aber auch in Wien und Paris und an andern Orten, damit der Finanzkalamität ein Ende gesetzt werde, die ganze Geschichte des Kollegs bis zu seiner Aufhebung 1773 durchzieht. Der komplizierten Verwaltung der Finanzen entspricht eine recht unübersichtliche, ja zum Teil verworrene Buchführung, die es dem Historiker sehr schwer macht, nachträglich klaren Einblick in die Verhältnisse zu gewinnen. Der Autor versucht immerhin nicht ohne Geschick, einen Begriff von der komplexen Situation und den ständigen Plackereien und Rückschlägen zu geben. Dies gelingt ihm u. E. am besten dort, wo er uns die wechselvollen Geschicke der drei Sundgauklöster erzählt, welche gleich zu Beginn dem Jesuitenkolleg inkorporiert worden waren und es im wesentlichen finanzieren sollten. Die Habsburger hatten als Erben der Grafen von Pfirt und als Landesherren im Sundgau, wo im übrigen viele Klöster leer standen, frei über St. Morand, St. Ulrich und Oelenberg verfügen können, hatten jedoch bekanntlich bald das Land an die Franzosen verloren. König Ludwig XIV. bestätigte zwar 1646 dem Kolleg den Besitz im Sundgau; aber der Schwierigkeiten und Übergriffe sollte kein Ende sein. 1651 legten die Cluniazenser widerrechtlich ihre Hand auf St. Morand und konnten erst vier Jahre später wieder vertrieben werden. Im Spanischen Erbfolgekrieg wurden die Klöster auf Betreiben der französischen Jesuiten von Straßburg sequestriert – man sah also «certare Jesum contra Jesum, altare contra altare» – und wurden erst im Rastatter Frieden von 1714 zurückerstattet, wobei ein Dekret des Pariser Conseil d'Etat energisch nachhelfen mußte. Die Schwierigkeiten wuchsen, da die französischen Nationalisierungsversuche sich immer stärker bemerkbar machten, vor allem im Polnischen und im Österreichischen Erbfolgekrieg. Als 1764 die Gesellschaft Jesu in Frankreich aufgehoben wurde, wurden die Klöster nochmals beschlagnahmt. Immerhin gelang es auch diesmal nach längerem Rechtsstreit, den Besitz zurückzugewinnen, ja, diesen Besitz auch nach der allgemeinen Aufhebung des Ordens 1773 dank geschickter und forscher Demarchen der österreichischen Regierung vertraglich für die Universität von Freiburg zu retten. –

Hier bricht Kurrus seine Studie vorläufig ab, in der er sich bemüht, aus allen verfügbaren, vielfältigen, aber auch z. T. fragmentarischen Quellen ein in sich geschlossenes Bild des Freiburger Jesuitenkollegs zu vermitteln. Der Gefahr, sich in dem verwirrenden Spiel der verschiedensten Einflüsse und Bestrebungen zu verlieren, ist er, so will es uns scheinen, nicht immer ganz entronnen (so sind z. B. die Schulverhältnisse betr. Partikularschule und

Paedagogium nicht so recht klar geworden). Es fragt sich, ob eine stärkere Straffung des Stoffes nicht von Nutzen gewesen wäre, wie auch ein erklärendes Verzeichnis der damals gebräuchlichen Ausdrücke (Avers u. ä.) sicher dem besseren Verständnis der Probleme dienlich wäre. Trotz diesen geringen Einschränkungen bleibt – wir wiederholen es gern – die Leistung erstaunlich. Sehr verdienstlich sind auch die Beilagen am Schlusse des Bandes: Sie betreffen zunächst eine Reihe von wichtigen Dokumenten, die hier z. T. erstmals publiziert werden, so u. a. den Vertrag von 1620 zwischen der vorderösterreichischen Regierung und der Universität Freiburg über die Einführung der Jesuiten, einen Vergleich zwischen der Universität und den Jesuiten von 1621, die Inkorporationsurkunde Papst Urbans VIII. für Ölenberg von 1626, die sog. Fundatio, in der Erzherzog Leopold 1630 alle seine Schenkungen bestätigt, und die sog. Transactio Viennensis von 1700, einen Vergleich nämlich zwischen dem Rektor, den weltlichen und weltgeistlichen Professoren der Universität einerseits und den Professoren der Theologischen und Philosophischen Fakultät aus dem Jesuitenorden andrerseits; dann folgen je ein Verzeichnis der Rektoren des Kollegs und der Klassenlehrer des Jesuitengymnasiums und ein Entfernungsanzeiger für die Oberdeutsche Jesuitenprovinz (wozu eigentlich?). Den Band beschließt ein zehnseitiges Verzeichnis der Quellen (in Freiburg, Karlsruhe, Innsbruck, München, Paris, Rom u. a. Orten) und der gedruckten Literatur. JOH. KARL LINDAU

**Rolf Hartmann: Das Autobiographische in der Basler Leichenrede.** Basel-Stuttgart/Helbing & Lichtenhahn 1963; VIII-185 S. (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft Bd. 90).

In der vorliegenden Studie untersucht der Verfasser erstmals im Zusammenhang die Geschichte des seit dem 17. Jahrhundert in Basel belegten Brauches, daß bei Leichenfeiern ein vom Verstorbenen stammender Lebenslauf verlesen wird, indem er die Tausende von gedruckten und ungedruckten Leichenreden nach ihren autobiographischen Elementen befragt. Diese autobiographischen Darstellungen erwachsen aus der von der « Sterbe-Kunst-Literatur » angeregten Lebensrückschau, insbesondere aus dem Sündenbekenntnis, das zu einer Prüfung und Sichtung dessen zwingt, was man an Leistungen und Versäumnissen hinter sich hat (p. 46), und das schließlich dazu führt, daß man seine Person zum Objekt der eigenen Betrachtung macht. Ein weiterer Schritt zur Autobiographie bilden die sogen. « Letzten Worte » des Verstorbenen, die über das Sündenbekenntnis hinaus einen Versuch zur Rechtfertigung für zeitweiliges Versagen geben. Schließlich liefert das « Verzeichnis », d. h. die Notizen über eine Reihe von Fakten aus der Lebensgeschichte, wertvolles Material. Der so in Ansätzen entwickelte biographische Teil der Leichenrede bildet sich im 18. Jahrhundert zu eigentlicher Schönrednerei aus, der allerdings auch infolge der höheren Einschätzung des Wertes der Persönlichkeit durch die Aufklärung immer mehr individuelle Züge beitreten. Einen besonderen Fall bilden die Lebensläufe der in Basel sehr wirksamen Pietisten, wo alles darauf hinaus läuft, den persönlichen *inneren* Weg zu Gott darzustellen. – Der Verfasser führt seine Darstellung bis zu den Lebensläufen von Peter Ochs und Jacob Burckhardt,

wo die autobiographischen Elemente voll entfaltet sind. – Das wesentlichste Ergebnis von Hartmanns Arbeit liegt m. E. darin, daß nun die Leichenreden als eine Quelle für die baslerische Frömmigkeitsgeschichte erschlossen sind ; das Typisierende wird auf die Wurzeln zurückgeführt, so daß das Individuell-Autobiographische wirklich erfaßt werden kann. Im übrigen fehlt es vorläufig noch an ähnlichen Studien in andern Gebieten, die einen Vergleich mit dem Basler Material ermöglichten. PASCAL LADNER

**Ernst Ehrenzeller: Die evangelische Synode des Kantons St. Gallen von 1803 bis 1922.** 104. Neujahrsblatt, hrsg. vom Historischen Verein des Kantons St. Gallen, 1964, S. 1-75.

Diese beachtenswerte Studie des bekannten St. Galler Historikers ist aus einem Vortrag erwachsen, den Ehrenzeller am Vorabend der Jubiläumssynode 1962 über «Hundert Jahre Volkssynode» gehalten hat. Ein wichtiger Zeitraum der Geschichte der evangelischen Kirche im Kt. St. Gallen ist hier erstmals auf breiter Quellengrundlage erarbeitet und zu lebendig-gediegener Darstellung gebracht worden. Mit der Errichtung des neuen Kantons wurde auch das evangelische Kirchenwesen neu geordnet. Das Kirchengesetz vom 29. Juni 1803 faßte die älteren Synodalverbände von St. Gallen und Toggenburg und das 1803 neugebildete Pfarrkapitel von Rheintal-Werdenberg zu einer kantonalen Synode zusammen und bestellte zur Verwaltung einen Kirchenrat, in dem die Staatshoheit durch 2 Regierungs- und 2 Kantonsräte vertreten war. Das Gesetz vom 3. April 1816 teilte die staatliche Kirchenhoheit, den beiden christlichen Konfessionen entsprechend, in zwei Aufsichtsbehörden, die konfessionellen Großratskollegien, eine Lösung, die später als «konfessionelle Autonomie» bezeichnet wurde. Der Einfluß des Staates in kirchlichen Belangen blieb mächtig bis zur Neuordnung von 1862, die für die evangelische Kirche die Volkssynode schuf, mit gänzlicher Freigabe der Synodalwahlen, so daß nun niemand mehr von Amtes wegen zum Mitglied der Synode ernannt wurde. Es war ein Ereignis von beispielhafter Bedeutung, «denn eine Volkssynode bestand in der ganzen Schweiz noch nirgends» (S. 43). Die Volkssynode rückte nun zur eigentlichen Behörde der evangelischen Landeskirche auf und darf somit als Rechtsnachfolgerin des evangelischen Ratskollegiums gelten. Dieser äußere institutionelle Erfolg wurde nun allerdings mit schwerwiegenden inneren Umschichtungen erkauft. Die Demokratisierung der kirchlichen Organisation erleichterte es den Bannerträgern der liberalen Reformtheologie, einschneidende Änderungen an «Liturgie und Apostolicum» (Glaubensbekenntnis) vorzunehmen, unterstützt vom «Religiösliberalen Verein des Kt. St. Gallen», der 1870 ins Leben gerufen wurde. Das *Memorial von 1911* zieht die Bilanz dieser Entwicklung: fraglos sei «ein Grundstock braver, rechtschaffener und gottesfürchtiger Familien» aus Tradition oder aus Überzeugung der kirchlichen Botschaft zugetan. Daneben mehrten sich jedoch die Anzeichen dafür, «daß Menschen ganz aus ihrem Zusammenhang mit Gott herausgefallen sind». Dies gelte namentlich für Gebiete mit zunehmender Industrialisierung ... (S. 59).

Es ist ein besonderer Vorzug dieser vortrefflichen Studie, daß sie die Entwicklung der evangelischen Kirche im Kt. St. Gallen in die Zeitgeschichte

einbettet. Der Verfasser betont im Vorwort: Denn die Geschichte einer Institution, zumal einer kirchlichen, darf nicht beim Rahmen stehenbleiben, sondern muß etwas von den geistigen Kräften sichtbar machen, die sich darin begegnen und auswirken. Ehrenzeller ist es gelungen, dieses Wechselspiel von Staat und Kirche, von Zeitgeist und Glaubensgeist, von äußerer Organisation und innerkirchlichem Leben mit wissenschaftlicher Umsicht aufzuspüren und zu einem eindrucksvollen Bild evangelischer Kirchengeschichte zusammenzufassen. THEOPHIL GRAF

## HINWEISE

*Histoire spirituelle de la France*, Paris 1964; X-398 pages. – Il s'agit ici simplement de la publication en volume séparé de l'article France du *Dictionnaire de spiritualité*. On a ainsi voulu rendre plus accessible au grand public un excellent travail tiré d'une œuvre bien connue, par ailleurs, pour sa richesse et sa qualité. Le sous-titre: Spiritualité du catholicisme en France et dans les pays de langue française des origines à 1914, précise mieux le cadre du livre, œuvre collective à laquelle ont collaboré une douzaine d'auteurs, spécialistes d'une époque ou d'un aspect du sujet. L'ouvrage comporte une bonne introduction ainsi qu'une brève postface qui est un aperçu sur la spiritualité de notre temps, depuis la première guerre mondiale. En même temps qu'un aperçu général sur ce chapitre particulier de l'histoire religieuse, le travail constitue un très bon état de la question du point de vue critique et bibliographique. ANDRÉ CHÈVRE

*Berthe Widmer, Enea Silvio Piccolomini in der sittlichen und politischen Entscheidung*. Basel-Stuttgart, Helbing u Lichtenhahn 1963 ; 167 S. (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft Bd. 88). – Nachdem Berthe Widmer vor wenigen Jahren einen gewichtigen Band mit ausgewählten Texten und einer eingehenden biographischen Würdigung des Humanistenpapstes vorgelegt hatte (Benno Schwabe-Verlag, Basel 1960), geht sie in dieser neuen Studie von den äußerst verschiedenen Beurteilungen Eneas durch Georg Voigt und Jacob Burckhardt aus und setzt sich vor allem mit dem vernichtenden Urteil Voigts über Eneas moralische und kirchen-politische Haltung auseinander, das die Piccolomini-Forschung bis heute beeinflußt hat. Die hervorragende Bedeutung der Untersuchung liegt tatsächlich darin, daß hier zum ersten Mal in vollem Umfang die Unbegründbarkeit der Voigtschen These nachgewiesen wird, und daß damit gleichzeitig die entscheidenden Momente in Eneas Leben – die Jugendzeit, die Zeit am Basler Konzil, sein Aufenthalt am Wiener Hof, seine kirchenpolitische Wendung und sein Pontifikat (um nur einige zu nennen) – eine objektive, aus den Quellen erarbeitete und mit Eneas Umwelt konfrontierte Wertung erfahren. Die im ersten Kapitel dargelegte « humanistische Wesensart Eneas », die die Grundlage zu seiner « sittlich-religiösen Gestalt » und zu seiner « kirchenpolitischen Schwenkung » bildet, darf als einer der substantiellsten Beiträge zur Erforschung des italienischen Frühhumanismus gelten. Berthe Widmer will aus Enea keinen Heiligen machen, doch kommt sie nach vorsichtigem Abwägen aller Tatsachen zum Schluß, daß Enea durch seine Wesensart zu einem der tüchtigsten Päpste der Renaissance geworden ist. PASCAL LADNER